

Au lendemain de leur adoption, Pierre Mauroy se désolidarise des conclusions du comité Balladur auquel il a participé.

L'ancien Premier ministre, ancien patron de Lille et de la métropole du Nord, donne l'impression, dans une interview au *Monde*, de s'être fait avoir. « **Les travaux du comité cachaient une arrière-pensée politique. Elle n'est apparue que tardivement. La droite est sortie humiliée des élections régionales de 2004. Il s'agit pour elle de reprendre le pouvoir ; donc elle change tout et brouille tout.** »

Le sénateur du Nord a voté contre certaines dispositions : « **Le couplage des conseils régionaux et généraux, qui affaiblira les régions, la perte des prérogatives des communes composant les futures métropoles.** »

Bref, il a le « **sentiment d'une occasion manquée** ». Lui qui remet un rapport, en 2000, dont s'inspira la réforme Raffarin de 2003, reconnaît : « **Il fallait un toilettage. Mais dans la continuité des politiques précédentes.** »

Des épines dans le pied

Cette porte claquée par le Premier ministre de la décentralisation des années 1980 rassurera à gauche. Le député PS André Vallini y fait figure de dernier défenseur des travaux du comité Balladur. Le Parti socialiste, qui est à la tête de vingt Régions sur les vingt-deux de métropole et de 58 départements, s'est trouvé piégé par la réforme voulue par le chef de l'État.

S'il a sauvé une unité de façade, en évitant aux représentants de régions et des départements de se contredire, c'est parfois au prix d'une « **défense du statu quo qui cache des réflexes conservateurs** », affirme Pierre Mauroy.

Cette gêne apparaît à propos du redécoupage des Régions. Édouard Balladur a renoncé au dernier moment à se prononcer pour le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne. Une belle épine dans le pied socialiste puisque les présidents des deux Régions, Jean-Yves Le Drian et Jacques Auxiette, les maires de Nantes et Rennes, Jean-Marc Ayrault et Daniel Delaveau, et quatre présidents de conseils généraux les plus concernés, tous socialistes, sont divisés.

La division existe aussi à droite : si Pierre Méhaignerie se dit favorable au rattachement, il y met des délais ; Jacques Le Guen, candidat à diriger la liste UMP en Bretagne est « **dubitatif** », tandis que Marc Le Fur, un ancien du cabinet Balladur, y pousse. Les élus de Vendée ne veulent pas être coupés de Nantes. Mêmes états d'âme sur le regroupement des deux Normandie. Polyphonie ou cacophonie ? L'avenir le dira.